

Lyon redémarre ses chantiers mais sans visibilité sur les coûts et délais

Sur le territoire de la métropole, plus des deux tiers des chantiers de construction et de travaux publics ont pu reprendre. L'application des mesures barrières complique la tâche des entrepreneurs du BTP qui prévoient des délais de livraison allongés et des surcoûts.



Par **Françoise Sigot**

Publié le 25 mai 2020 à 11h50 Mis à jour le 25 mai 2020 à 11h51

De la tour Silex, au centre commercial de la Part-Dieu en passant par le [Centre International de la recherche contre le cancer](#) (CIRC), ou le prolongement du métro B, la plupart des gros chantiers lyonnais ont été relancés entre le 11 et le 18 mai. « Près de 70 % des projets dont nous assurons la maîtrise d'ouvrage sont opérationnels depuis le 11 mai », annonce Michel le Faou, vice-président de la Métropole chargé de l'urbanisme.

La proportion est identique sur la maîtrise d'ouvrage privée. Le point noir est à aller chercher du côté des réhabilitations en sites occupés, notamment les opérations de rénovation de logements sociaux, qui restent reportées sine die. Les entreprises estimant l'application des mesures barrières trop compliquées à mettre en oeuvre pour intervenir dans des ensembles d'habitation aux côtés de leurs occupants.

Surcoûts à partager

Pour reprendre leurs chantiers, les acteurs du BTP ont mis en place une [organisation calquée sur les recommandations du gouvernement](#). « Nous interdisons la coactivité pour diminuer les effectifs présents. Nous équipons nos collaborateurs d'équipements de protection individuels et nous les obligeons à désinfecter leurs outils toutes les deux heures », décrit Pascal Royer, directeur d'établissement chez Eiffage Route qui réalise l'aménagement de l'esplanade Moncey dans le 3e arrondissement de Lyon. Autant de mesures dont l'impact financier n'est pas encore précisément chiffré. « Les surcoûts seront très différents d'un chantier à un autre », prévient Samuel Minot, président de la Fédération BTP Rhône et Métropole.

Sur ses chantiers, la Métropole plaide pourtant pour que ces surcoûts soient « modélisés ». Une condition préalable au partage de la note. Fin avril, la Métropole a organisé une conférence métropolitaine des maires en invitant les représentants des fédérations du BTP pour commencer à engager les discussions afin d'envisager la répartition des surcoûts. « La Métropole prendra sa part », assure David Kimelfeld, Président de la Métropole de Lyon. Aucune commune ne lui a pour l'instant officiellement emboîté le pas.

Délais allongés

En attendant de régler les conditions financières, il faut aussi s'accorder sur les livraisons. Les délais ne pourront pas être tenus, même si sur certains chantiers les entreprises envisagent de travailler cet été, alors qu'il était prévu de les suspendre. Le cas par cas sera de mise, en fonction de la disponibilité des équipes et des priorités des maîtres d'ouvrage. Ainsi, l'esplanade Moncey qui devait être livrée fin juin le sera au mieux début septembre. La construction du CIRC devrait prendre quant à elle au moins 6 mois de plus. Pour accélérer le rythme, la métropole promet de mettre les bouchées doubles sur le traitement des demandes d'autorisations administratives liées aux travaux. « Nous n'avons aucun retard sur l'instruction des autorisations de reprise », souligne Michel Le Faou. Samuel Minot relève bien quelques allers-retours un peu plus longs que d'ordinaire entre les collectivités et les entreprises, mais il les estime sans impact sur les chantiers, contrairement à l'application des mesures barrières et au retard lié au confinement.

Françoise Sigot (Correspondante à Lyon)